

Arrêté préfectoral n°2026 - 958 du 01 JUIN 2026
abrogeant l'arrêté préfectoral n° 2025-206 du 7 février 2025 mettant en demeure
la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE – Site 2 de traiter les rejets atmosphériques
de composés organiques volatils de l'atelier de fabrication de panneaux sandwichs
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CONTRISSON

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 8 avril 2026 portant nomination de Mme Anne-Florence CANTON, Préfète de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-789 du 6 mai 2026 accordant délégation de signature à Mme Alice MALLICK, Sous-Préfète de Verdun, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009, modifié, autorisant la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE à exploiter des activités classées pour la protection de l'environnement dans son usine (site 2) à CONTRISSON ;

Vu la visite de contrôle de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, effectuée par l'inspection des installations classées le 9 décembre 2024 sur le site 2 à CONTRISSON ;

Vu le message électronique du 16 décembre 2024 de la direction de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, s'engageant à mettre en place un incinérateur régénératif en sortie de la cabine de fabrication de panneaux sandwichs pour janvier 2026, et ainsi de se mettre en conformité avec l'article 27-7°a de l'arrêté du 2 février 1998 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est en date du 15 janvier 2025, référencé SV-002-2025, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, et dont copie a été transmise à la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 20 janvier 2025, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-206 du 7 février 2025 mettant en demeure la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE – site 2 de traiter les rejets atmosphériques de composés organiques volatils de l'atelier de fabrication de panneaux sandwichs qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Contrisson ;

Vu la visite de contrôle de l'entreprise susvisée, effectuée le 10 avril 2026 par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé SV/2026-163 en date du 5 mai 2026, constatant le respect des dispositions réglementaires pour lesquelles l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral n° 2025-206 du 7 février 2025 susvisé ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Abrogation de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral n°2025-206 du 7 février 2025, mettant en demeure la société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION France, dont le siège social est situé ZI des longues raies – 55800 CONTRISSON, de traiter les rejets atmosphériques de composés organiques volatils de l'atelier de fabrication de panneaux sandwichs qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CONTRISSON (site 2), **est abrogé à compter de la date du présent arrêté.**

Article 2 : Information

Une copie du présent arrêté est adressée, pour information, à la mairie de CONTRISSON.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Exécution

La Secrétaire Générale par intérim de la Préfecture de la Meuse, le Maire de Contrisson et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

– à titre de notification, à la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, Site 2, ZI des longues raies – 55800 CONTRISSON ;

– à titre d'information, à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,
- M. le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse,
- Mme la Directrice territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- Mme la Directrice de Cabinet.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-Préfet de COMMERCY,



Eric LE ROUX

Voies et délais de recours

(application des articles L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative)

Recours administratifs

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse – 40 rue du Bourg – 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Paroi Sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Nancy 5, place de la Carrière – Case officielle n°20038 – 54036 NANCY Cédex :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « *télérecours citoyens* », accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

